



**CHILDREN
FIRST**
CANADA

**LES ENFANTS
D'ABORD**
CANADA

MÉMOIRE POUR LES CONSULTATIONS PRÉBUDGÉTAIRES EN PRÉVISION DU PROCHAIN BUDGET FÉDÉRAL

Octobre 2022

LISTE DES RECOMMANDATIONS

Recommandation 1

Établir un plan pour investir dans l'amélioration de la vie des enfants.

- a. Créer un poste d'ombudsman ou de commissaire indépendant à la protection des enfants et des jeunes qui s'emploie à protéger les droits des enfants.
- b. Créer et mettre en œuvre une stratégie ou un plan d'action national pour améliorer la vie des enfants au Canada.

Recommandation 2

Appuyer la prise de décisions fondées sur des données probantes pour les enfants et les jeunes en améliorant l'accès aux données en temps opportun.

- a. Mettre au point une stratégie des données exhaustive qui engloberait la collecte de données ventilées sur la santé et le bien-être des enfants, qui repose sur des analyses, de la recherche et des informations.
- b. Renouveler le sondage national des services à l'enfance et à la jeunesse pour définir et recenser tous les décideurs et fournisseurs de services principaux qui travaillent à améliorer la vie des enfants au Canada.

Recommandation 3

Investir dans le potentiel des enfants et des jeunes en leur permettant d'être des citoyens actifs et engagés.

- a. Appuyer la création d'un programme de leadership national dans les écoles qui fait la promotion de la connaissance des droits et des responsabilités des enfants et qui développe leur confiance et leur capacité en tant que leaders d'aujourd'hui et de demain. L'investissement est d'un million de dollars par année pendant trois ans (un total de trois millions).
- b. Continuer à soutenir le Parlement des jeunes Canadiens (PJC) comme forum pour les enfants et les jeunes pour se renseigner sur leurs droits, renforcer leur attachement au Canada, et s'assurer que leur voix et leurs besoins sont représentés dans le programme du gouvernement. L'investissement est de 250 000 \$ par année pendant trois ans (750 000 \$ au total).
- c. Créer un fonds d'investissement catalytique pour les enfants et les jeunes afin de financer des programmes novateurs et fondés sur des preuves qui amélioreront considérablement la vie des enfants.



CONTEXTE

Les enfants et les jeunes s'épanouissent dans les environnements sûrs, stimulants, prévisibles et structurés. Toutefois, ce n'est pas ce que vivent de nombreux enfants au Canada. Un tiers des enfants ne vivent pas une enfance saine et sûre¹.

La pandémie a mis au premier plan de nombreux défis pour les enfants, mais une crise couvait depuis plus de dix ans. Autrefois classé au dixième rang des pays riches, le Canada a chuté à la trentième place².

Le dernier rapport de recherche Élever le Canada d'Enfants d'abord Canada suggère que le Canada a atteint un point critique, et met la vie des enfants et des jeunes – ainsi que l'avenir de notre pays – en danger³.

De nombreux enfants ne survivent pas jusqu'à leur dix-huitième anniversaire. Le taux de mortalité infantile au Canada est plus élevé que dans la plupart des pays riches, et les principales causes de décès chez les enfants comprennent les blessures évitables, le suicide et les homicides. Ces statistiques dévastatrices sont trop alarmantes pour qu'on les ignore.

Bien souvent, les décisions de politique publique et les allocations budgétaires n'accordent pas la priorité aux plus jeunes citoyens du Canada, ce qui est évident à tous les niveaux de gouvernement.

Il y a des preuves accablantes qu'investir dans les jeunes peut engendrer d'excellentes retombées économiques, ce qui profiterait à tous les Canadiens.

Quand les enfants s'épanouissent, il en va de même pour le Canada.

En juin 2022, le Comité des droits de l'enfant des Nations Unies a appuyé l'appel en faveur de mesures urgentes, et a exprimé des préoccupations importantes et fait des recommandations pour des mesures urgentes. **Le Comité des Nations Unies a souligné publiquement des préoccupations importantes quant au bien-être des enfants qui vivent au Canada, particulièrement les enfants autochtones.** Ce dernier examen faisait suite à un rapport dévastateur publié il y a dix ans, et le Comité a noté qu'on n'avait toujours pas donné suite à de nombreuses recommandations de ce rapport. On peut consulter le rapport ici.

Bon nombre des recommandations du Comité des droits de l'enfant des Nations Unies sont reprises dans cette note d'information.

« Il ne peut y avoir plus vive révélation de l'âme d'une société que la manière dont elle traite ses enfants. »

- Nelson Mandela



CHILDREN
FIRST
CANADA

LES ENFANTS
D'ABORD
CANADA

RECOMMANDATIONS

Recommandation 1 : Établir un plan pour investir dans l'amélioration de la vie des enfants.

- a. Créer un poste d'ombudsman ou de commissaire indépendant à la protection des enfants et des jeunes qui s'emploie à protéger les droits des enfants.

Un ombudsman ou un commissaire à l'enfance indépendant fédéral favorise une approche non partisane et reposant sur des données probantes pour améliorer le bien-être des enfants, y compris la santé et la sécurité des enfants, et s'attaquer à des problèmes en particulier, comme la pauvreté chez les enfants et la violence faite aux enfants.

Des postes de commissaire et d'ombudsman des enfants ont été créés dans plus de 60 pays, y compris la Suède, le Royaume-Uni et la Nouvelle-Zélande.

Pendant la pandémie, les commissaires à l'enfance ont joué un rôle essentiel pour donner suite aux répercussions des confinements sur les enfants. Au Canada, le soutien aux enfants a fait l'objet d'une approche fragmentée, et il n'y a pas de ministère unique ayant la responsabilité ultime de leur bien-être.

La responsabilité fédérale à l'égard des enfants est répartie entre plusieurs ministères, notamment :

- Emploi et Développement social Canada
- Femmes et Égalité des genres Canada
- Patrimoine canadien
- Services aux Autochtones Canada
- Commission de l'immigration et du statut de réfugié du Canada
- Justice Canada
- Agence de la santé publique du Canada
- Sécurité publique Canada

Cette liste n'est pas exhaustive.

Avec un mandat de promotion, d'enquête et de conseil sur les lois et les politiques ayant des répercussions sur les enfants et les jeunes, un ombudsman ou un commissaire fédéral permettrait d'obtenir de meilleurs résultats pour tous les jeunes Canadiens.

Dans le cadre de la mise sur pied du bureau, il est essentiel de travailler de nation à nation, en respectant et en incluant les droits à l'autonomie des Premières Nations, des Métis et des Inuits.



b. Créer et mettre en œuvre un plan d'action national pour améliorer la vie des enfants au Canada.

Enfants d'abord Canada presse le gouvernement d'élaborer une stratégie ou un plan d'action national. Les plans d'action pour les enfants, comme la stratégie nationale pour la santé mentale et le bien-être des enfants (National Children's Mental Health and Wellbeing Strategy) de l'Australie⁴ peuvent aider à garantir que les voix et les besoins des enfants sont représentés dans les programmes gouvernementaux et améliorent le bien-être global des enfants.

Le dernier plan d'action du Canada, *Un Canada digne des enfants*, a été publié en 2004 en réponse à la Session extraordinaire de l'Assemblée générale des Nations Unies en faveur des enfants et aux objectifs globaux fixés dans le document *Un monde digne des enfants*. Malheureusement, le plan d'action du Canada a été abandonné par les gouvernements suivants. L'absence d'un cadre politique national pour guider les efforts du Canada au cours des 16 dernières années a eu un impact indéniable sur la trajectoire descendante du Canada, qui est passé de la dixième à la trentième place parmi les pays de l'OCDE.

Une stratégie ou un plan d'action national pour les enfants, élaboré en collaboration avec les provinces et les territoires et les organisations de la société civile, avec la participation des enfants et des jeunes, devrait définir les priorités, les cibles et le calendrier, et délimiter clairement les responsabilités des différents niveaux de gouvernement. Il doit également être soutenu par un investissement des ressources fédérales.

Les domaines prioritaires à prendre en compte ont été relevés dans le dernier rapport *Élever le Canada*.

Recommandation 2 : Appuyer la prise de décisions fondées sur des données probantes pour les enfants et les jeunes en améliorant l'accès aux données en temps opportun.

- a. Mettre au point une stratégie des données exhaustive qui engloberait la collecte de données ventilées sur la santé et le bien-être des enfants, qui repose sur des analyses, de la recherche et des informations.
- b. Renouveler le sondage national des services à l'enfance et à la jeunesse pour définir et recenser tous les décideurs et fournisseurs de services principaux qui travaillent à améliorer la vie des enfants au Canada.

Améliorer les données nécessaires à la prise de décisions mieux informées et fondées sur des données probantes pour les enfants et les jeunes au Canada. Le Canada est le seul pays de l'OCDE qui ne recueille pas annuellement des données sur la santé et le bien-être de ses enfants.

Le rapport *Élever le Canada d'Enfants d'abord* Canada met en évidence un pourcentage important de la grande quantité de données probantes qui émergent au Canada en ce qui concerne les enfants et les jeunes, mais il faut encore investir dans la recherche liée au bien-être et à la santé des enfants. Par exemple, le Canada manque d'études longitudinales nationales (et de données connexes) sur les enfants et les jeunes qui peuvent servir de base à l'examen des changements à la santé mentale et physique et au bien-être des enfants et des jeunes canadiens au fil du temps. Les données devraient être ventilées par âge, sexe, situation géographique, origine ethnique et milieu socioéconomique. Cela faciliterait l'analyse de la situation de tous les enfants, particulièrement ceux qui sont les plus vulnérables, et renforcerait l'application de l'ACS+ relativement aux enfants.



Recommandation 3 : Investir dans le potentiel des enfants et des jeunes en leur permettant d’être des citoyens actifs et engagés.

- a. Appuyer la création d’un programme de leadership national dans les écoles qui fait la promotion de la connaissance des droits et des responsabilités des enfants et qui développe leur confiance et leur capacité en tant que leaders d’aujourd’hui et de demain. L’investissement est d’un million de dollars par année pendant trois ans (un total de trois millions).

Ce programme devrait être créé pour éduquer et engager une génération de jeunes leaders pour qu’ils apportent des changements significatifs dans leurs vies et celles de leurs pairs. Ce projet renforcerait la résilience d’enfants et de jeunes diversifiés et sous-représentés au Canada en élargissant la portée d’un programme scolaire national de leadership allant de la maternelle à la douzième année.

Miser sur nos réussites : En 2020, Enfants d’abord Canada a élaboré un programme pilote et une trousse d’outils pour les écoles. Ils ont été conçus par des enseignants pendant la pandémie pour faciliter l’apprentissage et le développement des connaissances des élèves et pour les doter des connaissances nécessaires pour devenir des acteurs du changement pour certains des problèmes les plus urgents auxquels leur génération est confrontée. Grâce à la boîte à outils, les élèves ont appris le processus parlementaire et à s’engager dans les systèmes démocratiques, à faire entendre leur voix et à provoquer un changement réel et durable aux niveaux local et national. Un soutien financier supplémentaire permettrait d’étendre ce programme, son contenu, et sa portée et son incidence à l’échelle du Canada.

- b. Continuer à soutenir le Parlement des jeunes Canadiens (PJC) comme forum pour les enfants et les jeunes pour se renseigner sur leurs droits, renforcer leur attachement au Canada et s’assurer que les voix et les besoins des enfants sont représentés dans le programme du gouvernement. L’investissement est de 250 000 \$ par année pendant trois ans (750 000 \$ au total).

Le Parlement des jeunes Canadiens (PJC) a entamé sa troisième année de programmation. Nous encourageons le gouvernement à continuer à soutenir cette importante initiative. Le programme du PJC informe les jeunes sur le système politique et démocratique du Canada, les aide à défendre leurs intérêts, leur donne l’occasion de faire part de leurs points de vue sur des sujets et des enjeux qui leur tiennent à cœur et renforce leur attachement au Canada. Le PJC leur permet d’acquérir des compétences essentielles pour apporter des changements significatifs et leur ouvre la voie vers un emploi futur. Leur travail annuel aboutit à la rédaction de projets de loi pour un débat national et à la présentation d’un rapport contenant des recommandations à l’intention des décideurs fédéraux.

Le programme a été rendu possible en partie grâce à un financement annuel partiel du ministère du Patrimoine canadien; un investissement du gouvernement du Canada pour soutenir l’expansion de ce programme sur une base pluriannuelle permettrait d’assurer la pérennité du programme et lui permettrait d’avoir plus d’impact sur la vie des enfants partout au Canada.



- c. Créer un fonds d'investissement catalytique pour les enfants et les jeunes afin de financer des programmes novateurs et fondés sur des preuves qui amélioreront considérablement la vie des enfants.

Enfants d'abord Canada recommande que le gouvernement du Canada établisse un fonds d'investissement catalytique pour les enfants qui serait attribué au cours des quatre prochaines années. L'objectif de ce fonds est de catalyser les efforts pour s'attaquer immédiatement aux menaces imminentes et urgentes à l'égard du bien-être des enfants et pour favoriser un changement systémique.

Le fonds catalytique proposé devrait être mis à la disposition d'organisations nationales et locales crédibles au service des enfants et des jeunes. De plus, le Canada doit s'assurer que les enfants des Premières Nations, métis et inuits reçoivent un financement et des services équitables.

On peut consulter une analyse plus approfondie [ici](#).

DERNIÈRES RÉFLEXIONS

Quand les enfants s'épanouissent, il en va de même pour le Canada. Notre avenir collectif dépend des décisions que nous prenons dès aujourd'hui. Investir dans les enfants aujourd'hui est non seulement la bonne chose à faire, mais c'est aussi un gage de notre avenir qui produira d'énormes dividendes sociaux et économiques pour les années à venir.

Notes en fin de texte

- 1 Enfants d'abord Canada. Raising Canada 2022 - Top 10 Threats to Childhood in Canada. Page consultée en 2022. https://childrenfirstcanada.org/wp-content/uploads/2022/09/RC2022_CFC_RC-Report_09-02.pdf
- 2 *Ibid.*; Timar E, Gromada A, Rees G, Carraro A. Places and Spaces: Environments and children's well-being. Consulté en 2022. <https://www.unicef-irc.org/publications/1417-rc17-places-and-spaces-environments-and-childrens-well-being.html>
- 3 Enfants d'abord Canada. Raising Canada 2022 - Top 10 Threats to Childhood in Canada. Page consultée en 2022. https://childrenfirstcanada.org/wp-content/uploads/2022/09/RC2022_CFC_RC-Report_09-02.pdf
- 4 National Children's Mental Health and Wellbeing Strategy - National Mental Health Commission, Gouvernement de l'Australie. Consulté en 2022. <https://www.mentalhealthcommission.gov.au/projects/childrens-strategy>

Au sujet d'Enfants d'abord Canada

Enfants d'abord Canada est un organisme sans but lucratif national qui sert de voix forte, efficace et indépendante pour les huit millions d'enfants au Canada. Enfants d'abord Canada mise sur les points forts de nombreux organismes et particuliers qui se sont engagés à améliorer la vie des enfants au Canada, y compris des organismes caritatifs et des hôpitaux pour enfants, des centres de recherche, le gouvernement, des entreprises, des dirigeants communautaires et les enfants eux-mêmes. Consultez le site childrenfirstcanada.org pour obtenir plus d'informations.

Personnes à contacter pour en savoir plus :

Sara Austin, fondatrice et PDG, Enfants d'abord Canada

1-877-837-2258

info@childrenfirstcanada.com



CHILDREN
FIRST
CANADA

LES ENFANTS
D'ABORD
CANADA